

Pablo Iglesias : « Le dogmatisme néolibéral qui a fait tant de mal à l'Europe du Sud a été corrigé »

Le cofondateur de Podemos, désormais deuxième vice-président du gouvernement espagnol, se félicite du plan de relance européen, destiné à aider les pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19.

Propos recueillis par [Sandrine Morel](#) Publié aujourd'hui à 10h30, mis à jour à 11h31



Pablo Iglesias, deuxième vice-président du gouvernement de coalition de gauche en Espagne, le 21 juillet à Madrid.
CESAR DEZFULI POUR "LE MONDE"

Pablo Iglesias, 41 ans, deuxième vice-président du gouvernement de coalition de gauche en Espagne, chargé des droits sociaux, a cofondé et dirige le parti de gauche radicale Podemos (« Nous pouvons »), apparu en 2014 dans la foulée du mouvement des « indignés » espagnols lors de la crise de l'euro.

Il est parvenu en janvier 2020 à s'associer au Parti socialiste, pour former le gouvernement dirigé par Pedro Sanchez, minoritaire au Parlement depuis les élections de novembre 2019, avec 155 députés (sur 350), dont 35 élus de Podemos. Il se réjouit de l'adoption par les Vingt-Sept, mardi 21 juillet, du plan de relance européen, destiné à aider les pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19. Sur les 750 milliards d'euros négocié de haute lutte, quelque 140 milliards, dont une moitié sous forme de subventions, devraient revenir à son pays.

L'Espagne devrait être le principal bénéficiaire, avec l'Italie, du plan de relance européen. Etes-vous satisfait de l'accord ?

C'est un tournant : un renoncement historique de l'Europe à l'austérité et une manière d'affronter la crise économique diamétralement opposée à celle de 2008. Il n'y aura pas d'« hommes en noir » *[les fonctionnaires de la « troïka » – Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission – envoyés en Grèce lors de la crise des dettes souveraines]*, ni de coupes budgétaires. Il y a quelques années, les « eurobonds » et une approche solidaire et commune de la crise économique semblaient inimaginables. Le dogmatisme néolibéral qui a fait tant de mal à l'Europe et à ses populations, en particulier au Sud, a finalement été corrigé.

Le plan de relance impose des réformes. Ne craignez-vous pas que celles-ci mettent à mal votre programme de gouvernement, notamment l'abrogation de la réforme du travail que vous défendez ?

Les conditions posées vont dans le sens d'une transition numérique et climatique, et rien ne va à l'encontre de notre programme de gouvernement. Au contraire, c'est un plan d'expansion budgétaire qui doit donner lieu à des emplois de qualité, avec une bonne protection sociale. Cet accord est un échec pour les défenseurs des politiques néolibérales. Je comprends que cela provoque de la frustration chez ceux qui voulaient un plan d'austérité, mais ce n'est pas ce qui a été signé.

Que pensez-vous du rôle d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel, laquelle était la bête noire des « indignés » durant la dernière crise ?

Merkel a représenté une Allemagne qui dirige l'Europe avec responsabilité, de manière différente de ce qu'elle a fait dans le passé. Il me semble même qu'elle a agi avec plus de responsabilité que certains dirigeants européens de la famille sociale-démocrate. Et aussi bien la France que l'Allemagne ou l'Italie ont joué un rôle-clé.

L'Espagne pourrait perdre 11 % de son PIB, et le taux de chômage atteindre 20 % cette année en raison de la pandémie. Le plan de relance va-t-il permettre de freiner l'avancée de la grande pauvreté ?

C'est la clé. Les crises économiques, comme celle de 2008, doivent être combattues avec des politiques expansives néokeynésiennes. Combattre l'injustice sociale et la pauvreté n'est pas seulement une obligation morale, mais une manière de stimuler la demande. Cette position, qui était presque exclusivement défendue par la gauche, est à présent partagée par des acteurs provenant de familles idéologiques très différentes. Ce n'est pas rien de voir le Fonds monétaire international demander aux Etats de dépenser, ou la Commission européenne s'endetter à un volume sans précédent...

Le confinement a été très dur en Espagne. Et pourtant, un mois plus tard, la situation redevient inquiétante, en particulier en Catalogne. Comment l'expliquez-vous ?

Les mesures restrictives ont été indispensables pour contrôler la pandémie. Cependant, nous ne pouvons pas penser que le virus a disparu. Nous avons des clusters, comme dans d'autres pays, mais nous sommes mieux préparés pour y faire face, aussi bien notre système sanitaire que la

population, qui est très sensibilisée et fait un usage généralisé du masque. Il faut avoir confiance dans le travail des communautés autonomes [*régions décentralisées*], qui ont repris la gestion sanitaire. Et ne pas nous relâcher, car nous sommes encore en guerre contre le virus.

Faute de majorité, l'Espagne fonctionne toujours avec le budget 2018 élaboré par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. Pensez-vous pouvoir approuver la loi budgétaire pour 2021 ?

L'accord sur le plan de relance est un grand coup de pouce à la législature. Ce qu'il représente pour notre gouvernement de coalition est immense en termes de stabilité politique et d'horizon économique. Tout le monde sait, à présent, qu'il y aura un budget, soutenu par une majorité de gauche.

Ces derniers temps, le gouvernement s'est davantage appuyé sur les libéraux de Ciudadanos que sur les indépendantistes catalans de gauche de ERC, qui vous ont fait défaut lors de plusieurs votes cruciaux...

Il est légitime que le président du gouvernement tente un accord avec Ciudadanos, mais je suis convaincu qu'une fois passées les difficultés du processus électoral en Catalogne [*attendu cet automne*], les gauches vont s'entendre. L'approbation de la loi budgétaire sera difficile, mais le bon sens et les mathématiques finiront par s'imposer.

Lire aussi [En Espagne, Pedro Sanchez flirte avec les libéraux de Ciudadanos](#)

Le Covid-19 a-t-il tué l'indépendantisme ?

Le Covid-19 est un tournant et l'accord européen en est la plus grande preuve, mais il n'annule pas la politique ni les idéologies ou les aspirations des gens. En Espagne, il existe plusieurs communautés autonomes où l'expression territoriale est terriblement conflictuelle et l'a été historiquement. Pas seulement en Catalogne. Cela restera vrai dans le monde post-Covid, même s'il y a une réorganisation des priorités. C'est un conflit latent et historique.

Ces derniers mois, une autre crise frappe l'Etat : les scandales fiscaux de l'ancien roi Juan Carlos mettent à mal la monarchie. Vous-même défendez une République...

C'est une aspiration légitime, et j'ai l'impression que de plus en plus de gens la partagent. Les scandales des Bourbon – pas seulement de Juan Carlos – ont choqué la société. Qu'en Espagne, les médias en parlent ouvertement est, en soi, une avancée démocratique sans précédent : dans le passé, il fallait lire la presse étrangère...

« Il s'agit d'imaginer l'Espagne comme une République plurinationale et solidaire »

Ce sentiment, absolument majoritaire en Catalogne et au Pays basque, progresse chez les jeunes, qui ne comprennent pas que l'on puisse accéder à la tête de l'Etat par filiation. Cela n'est pas lié à la nostalgie, ou aux défaites du passé, mais il s'agit d'imaginer l'Espagne comme une République plurinationale et solidaire. Et je pense que cet horizon permettrait que beaucoup de citoyens qui ont pu vouloir quitter l'Espagne – Catalans, Basques ou d'ailleurs – se sentent à l'aise. Je ne le vois pas comme une option viable à court terme, mais comme un horizon en construction.

Vous pensez le vivre ?

Si j'atteins la moyenne d'espérance de vie de mon pays, j'en suis convaincu... Je suis conscient que les mécanismes juridiques, les limites de la Constitution, la réalité parlementaire et les rapports de forces politiques actuels ne permettent pas de transformation à court terme, mais le débat dans la société est là. Le gouvernement ne peut pas l'ignorer.

Sur ce point, il semble que le Parti socialiste [PSOE] ne vous suive pas...

Je pense qu'il existe un débat au sein du PSOE, où deux âmes coexistent, l'une républicaine, historique, qui aimerait que le parti fasse un pas en avant, et une autre, plus prudente.

Les résultats des élections régionales du 5 juillet ont été désastreux pour Podemos. Vous avez perdu la moitié de vos électeurs au Pays basque et disparu du Parlement régional de Galice. Est-ce le pouvoir qui vous use ?

Nous ne sommes pas parvenus à asseoir une implantation territoriale assez solide. Ces résultats ont aussi à voir avec le spectacle honteux de nos luttes internes. Mais qu'une force politique sortie de nulle part il y a six ans gouverne en Espagne reste impressionnant. Et nous devons mettre en valeur notre travail : sans nous, y aurait-il eu le revenu minimum vital [*l'équivalent du RSA*] ? Un système de chômage partiel aussi efficace ? Un tel bouclier social ?

Certains accusent Podemos de s'être embourgeoisé, d'avoir créé une structure trop verticale, autour de votre personne, et d'avoir oublié d'où il vient...

Il suffit de voir les ennemis que nous avons et comment ils nous traitent pour comprendre que nous ne nous sommes ni embourgeoisés ni transformés en un parti conventionnel. Les cloaques de l'Etat, et leur structure parapolicrière, ont tout fait pour que nous n'entrions pas au gouvernement. Aucun parti n'a fait l'objet d'autant d'enquêtes judiciaires que nous, et celles-ci n'ont jamais rien trouvé. Tout cela est lié au fait que nous sommes un parti différent. Mais nous sommes nés pour gouverner, pas pour faire de l'opposition. Et je pense que, malgré notre force modeste, de seulement 35 députés, nous sommes en train de changer les choses.

[Sandrine Morel\(Madrid, correspondante\)](#)